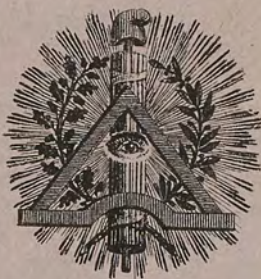
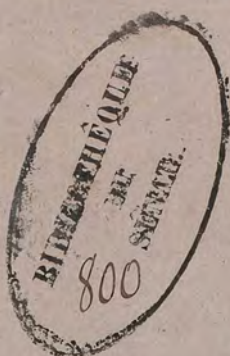


# THÉÂTRE

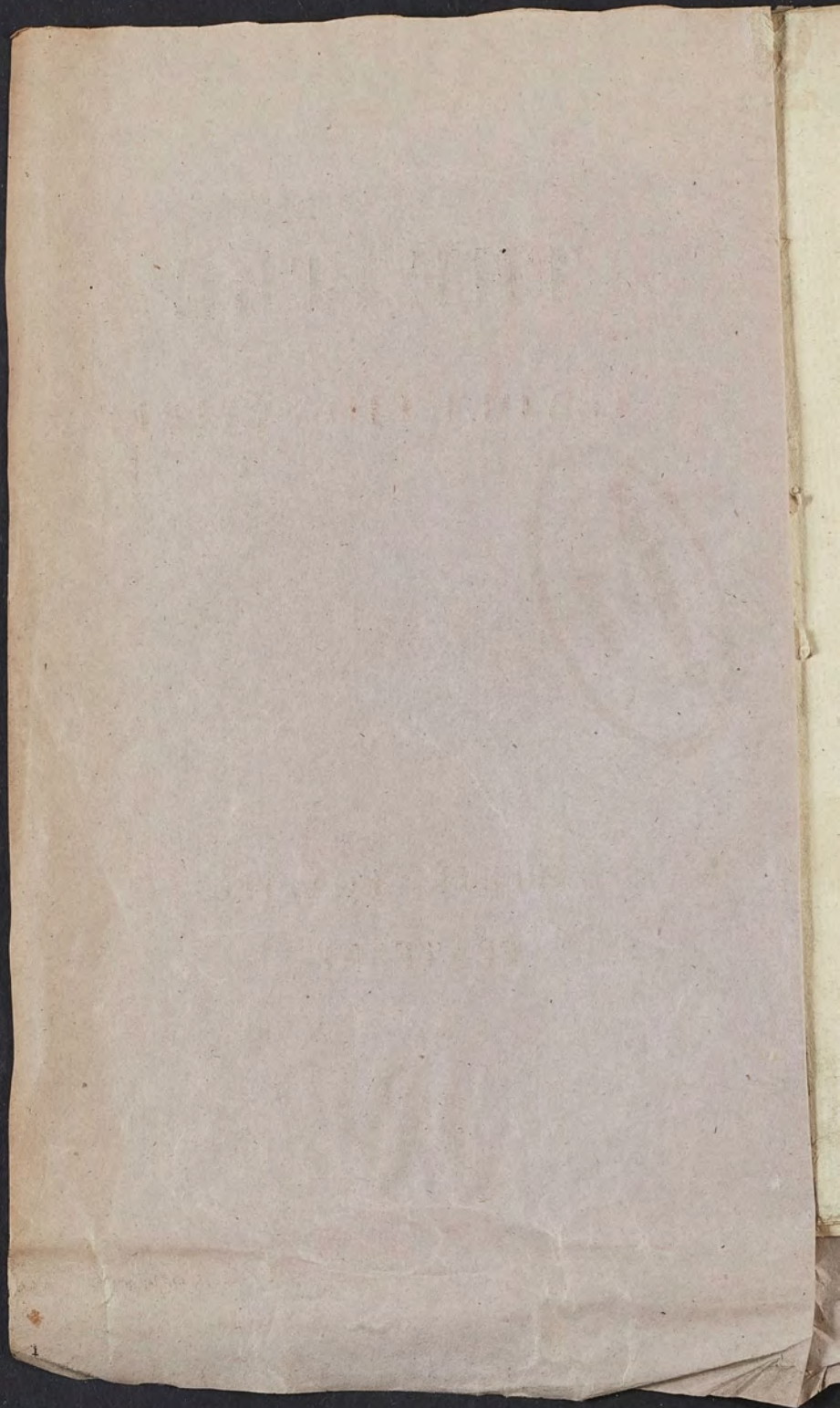
RÉVOLUTIONNAIRE.



LIBERTÉ, ÉGALITÉ,  
FRATERNITÉ

OU







# ENTRETIEN D'UN CITOYEN

A V E C

## UN THÉOLOGIEN,

*Sur le bref du pape Pie VI aux évêques de l'assemblée nationale de France.*

---

A P A R I S ,

Chez { CRAPART, Imprimeur-Libraire,  
Place S.-Michel,  
PICHARD, Libraire, au Luxembourg,  
ARTAUD, Libraire, à l'assemblée nationale, près le bureau du contre-seing,  
GUERBARD, Libraire, sur le Pont-Neuf, n°. 19.

BIBLIOTHÈQUE  
DU  
SÉNAT.

---

M. D C C. X C I.





---

# ENTRETIEN D'UN CITOYEN

AVEC

UN THÉOLOGIE N,

*Sur le bref du pape Pie VI aux évêques  
députés à l'assemblée nationale de  
France.*

---

LE CITOYEN.

CONNOISSEZ-VOUS, monsieur, un écrit qu'on répand sous le titre de *Bref du pape Pie VI aux évêques députés à l'assemblée nationale*, etc. ? Je ne crois pas qu'on puisse rien voir de plus incendiaire, et je ne me persuaderai jamais qu'il soit l'ouvrage du pape, que tout le monde s'accorde à regarder comme pieux et modéré.

LE THÉOLOGIE N.

J'ai lu, monsieur, le bref dont vous parlez : je vous certifie qu'il émane véritablement du saint-siège, qu'il a été adressé aux évêques de l'assemblée par le souverain pontife, et que c'est de leur consentement qu'il est devenu public. Mais prenez-y garde, il en est de contrefaits. Le véritable se trouve au bureau de l'ami du roi.

A

Quant au jugement que vous portez de cet ouvrage, je ne puis être de votre avis. Le pape n'y prononce que sur ce qui intéresse la religion; et s'il y condamne hautement les nouveautés qu'on veut introduire, il le fait d'une manière toute paternelle et vraiment capable d'éclairer.

LE CITOYEN.

Ne voyez-vous donc pas, monsieur, que cet écrit peut allumer la guerre civile à tous les coins du royaume? et n'est-il pas étonnant que ce soit le chef visible de l'église, le ministre d'un Dieu de paix, qui expose la France à d'aussi grands malheurs?

LE THÉOLOGIE N.

Ces alarmes, qu'on affecte de répandre dans le public et auxquelles vous vous livrez vous-même, monsieur, vous paroltront bien vaines si vous y réfléchissez un peu. Car en quoi, je vous prie, le souverain pontife cherche-t-il à allumer la guerre civile en France? Invite-t-il les catholiques à la révolte? Non: il ne les exhorte qu'à la paix: il leur parle le langage de la piété et de la charité en même temps que celui de la foi: il les invite, par son exemple, à recourir à Dieu, à employer les armes de la prière: il témoigne le désir de trouver les moyens de concilier les esprits et les cœurs. Tout ce qu'il dit est conforme



à l'esprit de l'évangile et digne du vicaire  
de J. C.

LE CITOYEN.

De quoi le pape se mêle-t-il ? La France  
n'est-elle pas libre de donner une constitu-  
tion civile à son clergé ?

LE THÉOLOGIE N.

Considérez, monsieur, quel est l'objet  
du bref dont nous parlons, et vous con-  
viendrez avec moi que le pape, en le don-  
nant, n'a pas excédé ses pouvoirs.

La puissance séculière entreprend de  
donner au clergé de France une constitu-  
tion, qu'il lui plaît d'appeller constitution  
civile, mais qui renverse évidemment la  
constitution spirituelle de l'église, puis-  
qu'elle prétend changer le ressort de la  
jurisdiction des évêques, et la faire même  
cesser entièrement pour un grand nombre  
d'entre eux ; puisqu'elle attribue les droits  
de métropolitain à des sieges qui n'en ont  
jamais joui, et qu'elle en dépouille ceux  
qui en jouissent légitimement ; puisqu'elle  
ôte à l'église le choix des pasteurs pour  
l'attribuer au peuple ; puisqu'elle enlève au  
saint-siege l'institution canonique des  
évêques ; puisqu'elle défend de recourir à  
lui pour les dispenses que l'église lui a ré-  
servées ; puisque, dans le gouvernement des  
diocèses, elle fait dépendre, pour tous les

actes de juridiction, les évêques des prêtres qui composent leur conseil ; puisqu'elle autorise les curés à prendre pour vicaires des prêtres non approuvés, malgré la discipline constante de l'Eglise, ainsi que l'atteste le concile de Trente ( 1 ).

Les premiers pasteurs prononcent que plusieurs de ces innovations sont contraires à la foi et toutes aux regles canoniques ; que, parmi ces dernières, celles qui pourroient absolument être adoptées ne doivent s'effectuer que par la puissance ecclésiastique : et afin de donner encore plus de poids à la doctrine qu'ils exposent, ils s'adressent au pape et le prient de juger si elle est conforme à celle de l'église.

Le pape entre dans leurs vues, et après avoir pesé avec maturité chacun des articles qu'ils lui ont proposé, il y répond par le bref qu'il vient de leur adresser. Or, en le faisant, il use du pouvoir qu'il a reçu comme vicaire de J. C. ; il n'empiète point sur les droits de la puissance temporelle ; et la conduite que le souverain pontife et les évêques de France tiennent en cette occasion est entièrement conforme au gouvernement de l'église institué par J. C.

Le pape Victor ne mit-il pas fin aux divisions qui s'étoient élevées à l'occasion de la célébration de la pâque, en la fixant au

---

( 1 ) Conseil. Trid. Sess. 14, c. 7.



dimanche après le 14<sup>e</sup> de la lune (1)? Le pape S. Etienne ne décida-t-il pas qu'on ne devoit point rebaptiser ceux qui avoient été baptisés par les hérétiques qui ne corrompoient pas la forme du baptême (2)? Les papes Innocent I<sup>er</sup> et Zozime, invités par les évêques d'Afrique, ne confirmerent-ils pas la condamnation de Pélage (3)? S. Célestin et S. Léon ne s'éleverent-ils pas l'un contre Nestorius (4) et l'autre contre Eutichès (5)? Je pourrois ici vous rapporter beaucoup d'autres exemples pour vous faire voir que telle a toujours été la pratique de l'église. Ceux que je viens de vous mettre sous les yeux me paroissent suffire.

LE CITOYEN.

Il est possible que les églises particulières de la catholicité aient eu recours au saint-siège dans les occasions difficiles; mais vous n'ignorez pas que l'église gallicane s'est toujours maintenue dans le droit de se gouverner elle-même. Ce seroit déroger à ses précieuses libertés que de donner quelque importance au jugement que le pape vient de porter sur les affaires de France.

---

(1) Fleury, Hist. eccl. IV, 44.

(2) Ib. VII, 4.

(3) Ib. XXIII, 34 et 50.

(4) Ib. XXXV, 14.

(5) Ib. XXXVII, 31.

Les vraies libertés de l'église gallicane sont à conserver, monsieur : mais ce seroit en abuser étrangement que de se servir du spécieux prétexte de les maintenir pour rompre les liens de l'unité qui nous attachent au saint-siège et pour en méconnoître les droits. C'est cependant le but que se proposent en ce moment la plupart de ceux qui font sonner le plus haut ces libertés. On peut leur appliquer ce que disoient les évêques de France assemblés en 1682 : « On trouve assez de gens qui, sous « prétexte de soutenir ces libertés, ne crai-  
« gnent pas de donner atteinte à la pri-  
« mauté de saint Pierre et de ses succes-  
« seurs les pontifes romains, institués par  
« J. C., et à l'obéissance qui lui est due par  
« tous les chrétiens, et de violer la majesté  
« du siège apostolique respectable à toutes  
« les nations, siège dans lequel la foi est  
« prêchée et l'unité conservée (1). »

Pour juger au reste des maximes des catholiques françois sur l'autorité du saint-siège, voyons ce qu'ont pensé sur ce sujet les peres de l'église gallicane.

S. Irenée, le second évêque du premier siège des Gaules, a enseigné, comme il l'avoit appris de ses maîtres, que, pour con-

---

(1) Declarat. cleri gallic. an. 1682.



server la foi, il faut demeurer uni au saint  
siège. « Nous confondons, dit-il, tous les  
« hérétiques par la tradition de la très  
« grande et très ancienne église, qui a été  
« fondée à Rome par les très glorieux apôtres  
« Pierre et Paul . . . Car il faut que toutes  
« les églises s'accordent avec celle-là à cause  
« de sa puissante principauté . . . . . C'est  
« dans cette église que la tradition des  
« apôtres a toujours été conservée par tous  
« les fideles qui sont dans l'univers (1). »

S. Césaire d'Arles écrivoit au pape Sym-  
maque, en lui demandant la résolution de  
plusieurs doutes : « Comme l'épiscopat a  
« pris commencement par la personne du  
« bienheureux apôtre saint Pierre, il est  
« nécessaire que votre sainteté montre clai-  
« rement à toutes les églises ce qu'elles doi-  
« vent observer (2). »

On sait avec quel respect les évêques des  
Gaules, assemblés en concile, reçurent la  
lettre dogmatique de S. Léon. Ils ne crai-  
gnent pas de dire que *les vrais fideles l'é-*  
*crivent sur leur cœur comme le symbole de*  
*la foi* (3).

Dans le sixième siècle S. Avite, évêque  
de Vienne, écrivoit au pape Hormisdas : « Je  
« le dirai sans crainte, non seulement de

(1) S. Iren., l. 3, cap. 3.

(2) Concil. Labb., t. 4, p. 1294.

(3) Epist. episcop. gall. ad Leonem inter epist.  
Leonis, p. 580, edit. Quen.

« la province de Vienne, mais encore de la  
 « piété de toute la Gaule, que tous s'en rap-  
 « portent à votre décision dans les choses de  
 « la foi. Priez que la vérité connue ne nous  
 « sépare pas de l'unité que vous gouver-  
 « nez (1). »

Dans une autre lettre écrite au nom de  
 tous les évêques des Gaules, le même pré-  
 lat dit ces belles paroles : « Lorsqu'on re-  
 « garde comme douteuse l'autorité de l'é-  
 « vêque de Rome, ce n'est pas un évêque  
 « particulier qui est attaqué, c'est tout l'é-  
 « piscopat qui est ébranlé (2). »

Les peres du concile de Tours, en 567,  
 disoient : « Nos peres ont toujours observé  
 « ce que l'autorité des évêques du siege  
 « apostolique a prescrit (3). »

Écoutez Alcuin, cette lumière de la  
 France : « De peur, dit-il, de passer pour  
 « schismatiques et non catholiques, sui-  
 « vons la très grande autorité de l'église de  
 « Rome, afin que nous recevions toujours  
 « des regles de salut de l'endroit d'où nous  
 « avons reçu les commencements de la foi  
 « catholique ; que les membres ne soient  
 « point séparés du chef, et que le portier du  
 « royaume céleste ne nous rejette pas com-

---

(1) Epist. 87 ad Hormisd. inter opera Sirmondi,  
 t. 2, p. 130.

(2) Epist. 31 ad Faust. et Symm. ib., p. 71.

(3) Concil. Turon. an. 567, cap. 21.



« me nous étant écartés de sa doctrine (1). »

Hincmar, zélé défenseur des libertés de l'église gallicane, s'exprime ainsi sur l'autorité du pape dans les causes dogmatiques :  
 « Dans tous les doutes qui naissent sur les  
 « dogmes de la piété et sur ce qui concerne  
 « la foi, la sainte église de Rome, la mere,  
 « la maîtresse, la nourrice de toutes les au-  
 « tres églises, doit être consultée et suivie,  
 « sur-tout par ceux qui demeurent dans les  
 « pays qui ont reçu la foi par le ministère  
 « de cette église (2) ». Il prouve ensuite  
 que la France est de ce nombre.

Yves de Chartres écrit à un archevêque réfractaire au saint-siège : « Vous élevez la  
 « tête contre le siège apostolique . . . . . :  
 « Mais résister aux jugements et aux con-  
 « stitutions de ce siège, c'est se noter en-  
 « tièrement d'hérésie ; puisqu'il est écrit  
 « que celui-là est évidemment hérétique  
 « qui ne s'accorde pas avec l'église de  
 « Rome (3). »

S. Bernard, l'oracle du clergé de France, écrivoit au pape Innocent IV : « Il faut que  
 « les dangers et les scandales qui arrivent  
 « au royaume de Dieu soient portés à vo-  
 « tre siège, sur-tout ceux qui intéressent la  
 « foi. Car il convient que les dommages

---

(1) Epist. 70.

(2) Hincm. de divers. Lothar. et Teutb. initia.

(3) Ivo epist. 8 ad Richar. Senonens.

« que souffre la foi soient sur-tout réparés  
 « là où la foi ne peut manquer. C'est là la  
 « prérogative de votre siege. Car à quel  
 « autre a-t-il été dit : Je prierai pour vous  
 « afin que votre foi ne manque pas (1)? »

On peut regarder S. Bonaventure et  
 S. Thomas d'Aquin comme les deux plus  
 célèbres docteurs de l'école de Paris : voyons  
 quels sont leurs sentiments. « Si, au temps  
 « du sacerdoce de l'ancienne loi, dit S. Bo-  
 « naventure, c'étoit un crime digne de  
 « mort de désobéir à la sentence du pontife,  
 « ne sera-ce pas un attentat tout-à-fait in-  
 « tolérable de résister à la décision du vi-  
 « caire de J. C. en ce qui regarde la foi et  
 « les mœurs, puisque la plénitude de la  
 « puissance lui a été donnée (2)? »

« Celui-là est hérétique, dit S. Thomas,  
 « qui résiste opiniâtrément à ce qui a été  
 « déterminé par l'autorité de l'église uni-  
 « verselle, laquelle autorité réside princi-  
 « palement dans le souverain pontife; car  
 « il est écrit que, toutes les fois qu'on agite  
 « une question de la foi, les évêques ne doi-  
 « vent la référer qu'à Pierre (3). »

Voilà, monsieur, le sentiment unanime  
 des peres et des saints docteurs de l'église gal-  
 licane; voilà la doctrine qu'elle a toujours

---

1) E. pist. 190 ad Innoc. IV, t. 4, nov. edit.

(2) Apolog. pauperum, c. 1.

(3) 2. 2. quest. 11, art. 1.



professée, et une des sources de la gloire à laquelle elle s'est élevée. « Elle s'acquit, « dit Fevret, cette haute dignité par son « union indissoluble avec le saint-siege de « Rome. . . . Car l'église romaine étoit le « soleil dont elle empruntoit ses plus divi- « nes clartés et les plus resplendissants « rayons de sa gloire : c'est le premier mo- « bile dont elle suivoit tous les mouve- « ments (1). »

LE CITOYEN.

Les auteurs que vous venez de citer, monsieur, me paroissent, il est vrai, favorables à l'autorité du saint siege; mais on voit assez qu'ils se ressentent des préjugés qui s'étoient introduits dans les siècles d'ignorance où ils vivoient : aussi l'église gallicane a-t-elle bien su, dans les âges suivans, se soustraire au joug de la cour de Rome.

LE THÉOLOGIEN.

Monsieur, la plupart des auteurs dont je vous ai produit les témoignages ont précédé les siècles dont vous parlez, et ils ont tous été si recommandables par leur profonde érudition, qu'on les a constamment regardés comme les lumières de l'église gallicane. Comment donc ne pas reconnoître

---

(1) L. 1, c. 3.

dans leurs écrits les véritables principes de la foi? Du reste le clergé de France ne s'est point écarté, dans les derniers siècles, des maximes de tant d'illustres prédécesseurs sur le respect et l'obéissance dus au souverain pontife : il les a conservés comme une portion précieuse du dépôt de la foi qu'ils lui ont transmise.

Le concile de Rouen tenu en 1581, celui de Reims en 1583, celui de Bourdeaux et celui de Tours la même année, celui de Bourges en 1584, celui d'Aix en 1585, enverront leurs actes et leurs décisions au pape, le priant de les confirmer (1).

En 1626, l'assemblée générale du clergé s'exprime ainsi : « C'est un des grands témoignages de l'amour qu'on porte à Dieu, « quand on respecte et honore ceux qu'il « a constitués en ce monde pour être son « image, y tenir sa place, et en son lieu « suppléer visiblement aux nécessités des « hommes pour le salut de leurs âmes; ce qui « ayant été donné prérogativement au souverain pontife par-dessus tous les évêques, « il est bien raisonnable que, se reconnoissant ses inférieurs, ils lui portent tel honneur, respect et révérence; qu'à leur exemple tout le reste des hommes fasse la même chose. Les évêques seront donc « exhortés d'honorer le saint-siège apostoli-

---

( 1 ) Concilia Galliae novissima.



« que et l'église romaine fondée dans la  
 « promesse infailible de Dieu, dans le sang  
 « des apôtres et des martyrs, laquelle, pour  
 « parler avec S. Athanase, est comme la  
 « tête sacrée par laquelle les autres églises,  
 « qui ne sont que ses membres, se rele-  
 « vent, maintiennent et conservent ; . . de  
 « réprimer tant qu'il leur sera possible les  
 « esprits libertins qui veulent révoquer en  
 « doute et mettre en compromis cette sainte  
 « et sacrée autorité confirmée par tant de  
 « loix divines et positives (1). »

En 1629, l'archevêque de Rouen François de Harlay, ayant laissé échapper, dans son Histoire ecclésiastique, quelques traits contre l'autorité du pape, le cardinal de la Rochefoucault assembla chez lui tous les évêques qui se trouverent à Paris; et après qu'il se fut plaint du livre du prélat comme d'un ouvrage schismatique, l'assemblée députa à l'archevêque, en le pressant de se rétracter. Ce prélat, qui aimoit l'église, craignit plus le schisme que la honte d'une rétractation : il reconnut qu'il y avoit dans son livre « des traits qui pouvoient rompre  
 « l'unité de l'église et dissoudre l'étroite  
 « union qui devoit être entre le souverain

---

(1) Avis de l'assemblée générale du clergé de France aux archevêques et évêques du royaume, le 20 janv. 1626, art. 137 : vid. Tract. de libert. eccl. gallic., l. 9, Leodæ 1684.

« pontife et tous les membres du corps mystique de Jésus-Christ » : ce sont les termes de sa rétractation.

L'assemblée de 1653 reconnoît que tous *les fideles doivent une soumission, même d'esprit*, aux décisions du pape rendues sur la relation des évêques. L'assemblée de 1661 dit, dans le même sens : « C'est sur « cette montagne du saint-siege que nous « nous paissions nous-mêmes, comme dit « soit saint Augustin à son peuple ; c'est « là que nous vous donnons la pâture, et « que nous la recevons ; c'est en ce lieu « que le Seigneur nous enseigne ; c'est là « aussi que nous avons résolu, selon le « langage de Tertullien, de fixer notre « créance, sans vouloir rien trouver au-  
« delà. »

Voici comment Bossuet s'exprimoit dans l'assemblée de 1682 : « Qu'on ne dise pas « que le ministere de Pierre finisse avec lui : « ce qui doit servir de soutien à une église « éternelle ne peut jamais avoir de fin. Pierre « vivra dans ses successeurs ; Pierre parlera « toujours dans sa chaire : c'est ce que confirment six cents trente évêques au concile de Calcédoine . . . . Ainsi l'église romaine est toujours vierge, la foi romaine « est toujours la foi de l'église (1). »

---

(1) Sermon prêché à l'ouverture de l'assemblée, p. 13.



L'assemblée de 1682 elle-même reconnoît en termes formels *que les décrets du souverain pontife regardent toute l'église , et que ce n'est qu'en demeurant uni au saint-siège qu'on peut garder l'unité.* Dans celle de 1700 on dit : « Il y a un premier évêque ; il y a un Pierre préposé par Jésus-Christ même à conduire tout le troupeau ; il y a une mere église qui est établie pour enseigner toutes les autres , et l'église de Jésus-Christ , fondée sur cette unité comme sur un roc immobile , est inébranlable (1) »

On voit, monsieur, par cette chaîne de tradition, que l'église de France a toujours reconnu qu'on doit se soumettre au saint-siège : tout bon catholique , tout bon François doit donc dire avec l'assemblée du clergé de 1685 , dans l'exposition qu'elle fit de la foi tirée du concile de Trente : « Je reconnois la sainte église catholique , apostolique et romaine , mere et maîtresse de toutes les églises , et je promets et jure une vraie obéissance au pontife romain , vicaire de Jésus-Christ , successeur de saint Pierre , prince des apôtres.

LE CITOYEN.

Il est pourtant bien étrange , monsieur , que la puissance civile soit gênée dans ses

---

(1) Nouv. mém. du clergé , t. 1 , p. 415.

opérations par l'autorité du pape, et dépende ainsi de ses décisions ; je ne suis point surpris que les rois de France aient souffert ce joug aussi impatiemment.

#### LE THÉOLOGIEN.

Monsieur, les rois de France ont toujours été persuadés, il est vrai, qu'ils sont indépendants du souverain pontife dans le temporel ; mais ils se sont toujours fait gloire d'être humbles et soumis envers le saint-siège en ce qui concerne la religion.

Clovis (1), Childebert (2), Pepin (3) se signalèrent par leur attachement pour le saint-siège. Charlemagne écrivoit à Elipand : « Je ne me joins point à votre petit nombre ; « mais je m'attache au siège apostolique de « cœur et d'esprit avec joie (4). Il dit dans ses capitulaires : « Honorons, en mémoire « du bienheureux apôtre S. Pierre, la chaire « apostolique de Rome ; afin que celle qui « est la mère de la dignité sacerdotale soit « notre maîtresse dans les choses ecclésiastiques (5). »

(1) Anast. bibliot. in Hormisda.

(2) Greg. epist. 6, l. 6, nov. edit.

(3) Paul. epist. 10 ad Francos, t. 2, concil. gall. p. 59.

(4) Inter act. concil. Francof., t. 2 ; concil. gall. cap. de Honoranda sede apostolica, p. 367, edit. Baluz.

(5) Ib. p. 444.



Charles-le-Chauve ordonne dans un capitulaire qu'il soit permis à l'église de Rome d'avoir la fermeté qu'elle doit et d'exercer la jurisdiction qu'elle doit avoir dans l'église uiverselle . . . . Qu'on recoive avec un profond respect tout ce que le pape aura decerné par l'autorité apostolique selon son ministere sacré (1).

S. Louis, dans les enseignements qu'il a laissés à son fils, lui dit : « Ayez toujours beaucoup de respect pour l'église romaine, et pour le pape, que vous devez honorer comme votre pere spirituel (2) ».

Louis XI écrivoit au pape Pie II : « Nous vous reconnoissons pour le pasteur du troupeau de Jésus-Christ pour celui qui est préposé aux choses saintes : nous nous attachons à vous et à votre chaire (3). »

Philippe-le-Bel, qui a eu de si grands démêlés avec Boniface VIII, déclaroit qu'il reconnoissoit, pour le spirituel, l'autorité du pape, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, et qu'il avoit pour le chef de l'église et pour ses avis tout le respect et toute la soumission qu'un fils doit à son pere (4). »

Louis XII, quelque aigri qu'il eût été

(1) Titul. 47, cap. 1 et 2, inter opera Sermondi, t. 3, p. 310.

(2) Duchesne, Hist. franc., t. 5, p. 392.

(3) Inter act. concil. Later. sess. 4.

(4) Pieces du différend de Philippe avec Boniface.

contre le pape Jules II, s'exprime ainsi dans l'acte qu'il fit présenter au concile de Latran : « (Le roi) considérant de quel « poids est l'autorité du souverain pontife, « étant excité par les paternels avis de sa « sainteté . . . a jugé qu'il falloit plutôt « s'en rapporter à l'autorité et au jugement « du pape qu'à celui de quelque homme « du monde, quel qu'il soit, sur-tout lors- « qu'il s'agit d'un scandale ou d'un schisme « dont l'église est menacée (1). »

Tel a été de tout temps le sentiment des rois de France et des François. Sincèrement attachés à la chaire de saint Pierre, dont ils avoient reçu la foi ; ils en ont respecté, dans tous les temps, les oracles reçus dans l'église universelle.

#### LE CITOYEN.

Si l'église gallicane étoit dépendante des décisions du saint-siège, même reçues dans les autres églises, que deviendroient nos libertés que j'entends si fort vanter ? Pour moi j'ai toujours cru qu'en France, sans autre recours, on a le droit de régler ce qui appartient à la religion ; et c'est de ce principe que l'assemblée nationale est partie pour décréter une nouvelle constitution du clergé.

---

(1) Mandatum regis Franc. inter act. concil. Lat. sub Leone X, sess. 8.



Vous vous trompez étrangement , monsieur, sur l'idée que vous vous formez des libertés de l'église gallicane : car , en supposant pour un moment qu'elles donnassent à cette église le droit de fixer à son gré la forme de son gouvernement, d'établir sa discipline sans le concours du saint-siège , ce seroit aux évêques, successeurs des apôtres, à exercer ce pouvoir. Ce n'est pas au troupeau à conduire ses pasteurs , aux disciples à diriger les maîtres. Oseriez-vous dire qu'une autorité purement temporelle puisse changer les anciens usages de l'église , anéantir les canons qui font sa loi , et que des enfants, dont le premier devoir est d'obéir et de se laisser conduire dans les choses spirituelles , puissent prendre la place de leurs peres et de leurs pasteurs , et asservir ceux-ci à leurs volontés en ne leur laissant pour partage que la soumission ? Ce seroit un renversement d'ordre aussi contraire à l'esprit de J. C. qu'à la droite raison. Les libertés de l'église gallicane ne peuvent donc être invoquées pour légitimer la conduite de l'assemblée nationale.

Eh ! comment auroit-elle, dans l'ordre de la religion , un droit qu'aucune église ne s'arroe ? Ce seroit une erreur de croire que la nôtre prétende agir seulè et sans égard au saint-siège et aux autres églises. Elle

ne fait consister ses libertés que dans le droit de conserver précieusement sa discipline immémoriale consacrée par les anciens canons. Voilà l'idée que nous donnent de nos libertés Marca, Thomassin, Bossuet, etc., et je défie qu'on puisse s'en former une autre d'après l'assemblée de 1782, dans laquelle on a épuisé ce sujet. Quant à la soumission au saint-siège, l'église gallicane s'est toujours fait un devoir d'en montrer l'exemple : *Tout est soumis à ses clefs*, dit le grand Bossuet, . . . . . : *rois et peuples, pasteurs et troupeau : nous le publions avec joie, car nous aimons l'unité, et nous tenons à gloire notre obéissance* (1).

## LE CITOYEN.

Vous conviendrez toutefois, monsieur, qu'il naît de cette dépendance du saint-siège une multitude d'inconvénients. Ne seroit-il pas bien plus à propos d'établir un patriarche en France, qui y réglât les affaires de la religion indépendamment du pape ?

## LE THÉOLOGIEN.

Le plan que vous proposez, monsieur, étoit celui de Charles du Moulin (2) et du

---

(1) Sermon prêché à l'ouverture de l'assemblée de 1682.

(2) *Littera censura Rom. inter prolegomena editionis ultimæ.*



ministre Jurieux (1) tous deux protestants. M. de Marca s'éleva avec force contre eux dans son célèbre ouvrage *de la Concorde du sacerdoce et de l'empire*. L'érection d'un patriarche en France a été plusieurs fois proposée par les novateurs, et spécialement par Antoine de Dominis, l'un des plus grands ennemis de la hiérarchie ecclésiastique (2); mais on n'a jamais eu que de l'horreur pour ce projet. L'auteur d'un libelle qui a pour titre *Optatus Gallus*, ayant accusé la France de vouloir faire un schisme par l'établissement d'un patriarche, tous les ordres du royaume en furent indignés. Le parlement de Paris flétrit ce libelle comme séditieux et tendant à rompre l'union entre le saint pere et le roi, toujours dévotieux envers le saint-siege, comme aussi sont à son exemple tous ses sujets (3). Le concile provincial de Paris a aussi condamné le même libelle comme faisant injure à tous les François par le soupçon de schisme dont, par la grace de Dieu, disent les prélats, il n'y a pas l'ombre parmi nous (4).

LE CITOYEN.

Deviendrions-nous donc schismatiques

---

(1) Boss. variet., l. 15, n. 69.

(2) L. 3 de repub. eccl.

(3) Arrêt du parlement du 23 mars 1640.

(4) Synod. Paris. an. 1640.

quand nous cesserions d'être soumis à la juridiction du pape?

LE THÉOLOGIEN.

Oui sans doute, et je le dis d'après toute la tradition. Selon S. Cyprien, les hérésies et les schismes sont uniquement venus de ce qu'on n'obéit pas au pontife du Seigneur, et qu'on ne fait pas réflexion qu'il y a dans l'église un pontife qui fait pour un temps la fonction de juge à la place de J. C. (1). « L'unité de l'église, dit S. Thomas, consiste en deux choses, dans l'union des membres de l'église entre eux, et dans la subordination de tous ces membres de l'église à un chef. . . . Ce chef est J. C., dont le souverain pontife tient la place dans l'église. C'est pour quoi on appelle schismatiques ceux qui ne veulent pas se soumettre au souverain pontife (2) ». Gerson, qui fut un de ceux qui, au concile de Constance, contribuerent à resserrer dans de justes limites l'autorité des papes, s'exprime de la sorte : « Le pape a reçu de J. C. le domaine de supériorité sur toute l'église dans tout ce qui concerne son gouvernement spirituel. Cette puissance est prouvée par l'évangile, par les actes des apôtres et

---

(1) Epist. 55 ad Cornel.

(2) 2. 2, q. 39, art. 1.



« par la relation successive de tous les faits  
 « qui sont parvenus jusqu'à nous avec la  
 « plus grande certitude; en sorte que celui  
 « qui auroit assez de présomption pour  
 « vouloir abolir et restreindre ces autorités,  
 « doit être réputé téméraire, scandaleux,  
 « et même schismatique (1) ». Le célèbre  
 Bossuet ne parle pas moins clairement :  
 « Il ne faut, dit-il, qu'un peu de bon sens  
 « et de bonne foi pour avouer que l'église  
 « chrétienne a eu dès son origine pour  
 « marque de son unité la communion avec  
 « la chaire de S. Pierre, dans laquelle tous  
 « les autres sieges ont gardé l'unité; en  
 « sorte qu'en y demeurant comme nous  
 « faisons, nous sommes le corps qui a vu  
 « tomber à droite et à gauche ceux qui se  
 « sont séparés eux-mêmes (2). »

LE CITOYEN.

Mais, monsieur, l'érection d'un patriarche n'empêcherait pas qu'on ne reconnût la primauté du pape et qu'on ne le regardât comme le chef visible de l'église.

LE THÉOLOGIEEN.

Ce seroit être schismatique que de n'ac-

---

(1) Vie spirit. de l'ame, leçon 3, col. 34 et 35, t. 31, édit. d'Anvers 1706.

(2) Première instruction sur les promesses faites à l'église, p. 97.

corder au saint-siège qu'une primauté d'honneur, et méconnoître sa juridiction dans toute l'église. Les schismatiques d'Orient reconnoissent encore aujourd'hui la primauté du pape ; ils le regardent aussi comme le premier vicaire de Jésus-Christ ; ils ne sont schismatiques que parcequ'ils se sont soustraits à sa juridiction : les imiter dans leur séparation du saint-siège, ce seroit participer au schisme dans lequel ils se sont précipités. et cesser dès-lors d'appartenir à l'église catholique.

LE CITOYEN.

Prétendez-vous donc qu'on soit obligé de souscrire aveuglément aux décisions des papes ?

LE THÉOLOGIEN.

On ne peut douter, monsieur, que toutes les fois que le pape porte un jugement en matière de dogme, de mœurs ou de discipline générale, et que ce jugement est accepté par les premiers pasteurs, il n'ait force de loi dans toute l'église et n'oblige tous les fideles.

Il y a dans l'église un centre commun, où, pour m'exprimer comme le clergé de France, toutes les lignes qui sont droites vont aboutir ; il y a une source pure et abondante de la vérité d'où les divers ruisseaux de la tradition se répandent dans toutes les églises



ses particulieres; il y a une chaire principale d'où tous les fideles sont enseignés. Or ce centre de l'unité, cette source pure de la vérité, cette chaire supérieure, tous les catholiques conviennent que c'est la chaire de S. Pierre, le siege apostolique du souverain pontife : elle est le roc inébranlable sur lequel Jésus-Christ a bâti son église. « Vous êtes Pierre, a-t-il dit, et sur cette Pierre je bâtirai mon église ». Le siege apostolique est comme le fondement de l'église et comme la pierre à la quelle il faut que toutes les autres soient unies pour former l'édifice ; *c'est la seule chaire où l'on puisse conserver l'unité* (1) ; *cest la racine et comme la mere de l'église catholique* (2) ; *c'est la source de l'unité sacerdotale* (3) ; *c'est la ceinture et le lien qui unit le corps des fideles* (4).

Il ne faut pas de longs raisonnements pour prouver qu'on est séparé du corps quand on ne tient plus au chef : « *La branche séparée du tronc n'est pas plutôt séchée, le ruisseau qui n'a plus de communication avec sa source* (5) n'est pas plutôt tari, que ceux qui sont séparés de l'église de Rome ont perdu le sceau de la ca-

(1) S. Opt. Milerit., l. 2, num. 2.

(2) S. Cypr. epist. 45 ad Cornel.

(3) Ibid.

(4) Papyr. Masson in Julio III.

(5) Opt. l. 2, et Cypr. de Unit.

thollicité. De là ce principe de saint Léon :  
 « Que celui qui aura osé s'éloigner de la  
 « solidité de Pierre sache qu'il est séparé  
 « des divins mystères (1) » : et celui de saint  
 Optat : « La première marque de l'église  
 « catholique est de communiquer avec la  
 « chaire de saint Pierre (2) ». Écoutez com-  
 ment Bossuet reconnoît l'autorité du saint-  
 siege et l'obligation où sont les fideles de  
 se soumettre à ses décisions : « Le Fils de  
 « Dieu ayant voulu que son église fût une  
 « et solidement bâtie sur l'unité, a établi  
 « et institué la primauté de saint Pierre  
 « pour l'entretenir et la cimenter : c'est  
 « pourquoi nous reconnoissons cette même  
 « primauté dans les successeurs du prince  
 « des apôtres, auxquels on doit, pour cette  
 « raison, la soumission et l'obéissance que  
 « les saints conciles et les saints peres ont tou-  
 « jours enseignées à tous les fideles (3) ».  
 Nous devons donc être soumis aux décisions  
 du souverain pontife. Rome est l'église mere  
 dont nous sommes tous les enfants, puis-  
 que tout catholique est Romain, et que,  
 selon l'expression de Bossuet, la foi ca-  
 tholique *est toujours la foi de l'église ro-  
 maine* (4). Comment se refuser dès-lors à

---

(1) Epist. 89 ad episc. patr. Vienn.

(2) L. 2, n. 3.

(3) Exposition de la doctr. de l'égl. coll. 1, n. 21.

(4) Sermon prêché à l'ouverture de l'assemblée  
 de 1682.



croire et à professer hautement la doctrine renfermée dans le bref de Pie VI.

LE CITOYEN.

Je comprends, monsieur, que, si on s'en tient aux principes de la foi catholique, il n'est personne qui ne doive se soumettre à ce que le souverain pontife enseigne de concert avec les évêques : mais je vous avoue que je suis ébranlé, quand je considère le ton avec lequel le pape s'exprime dans son bref : il me semble qu'il donne atteinte à l'autorité temporelle, et qu'il y parle moins en père commun des fidèles qu'en despote qui, comme plusieurs de ses prédécesseurs, n'a point renoncé à l'ancienne prétention de dominer les souverains.

LE THÉOLOGIEN.

Je ne sais, monsieur, sur quel fondement vous dites que ce bref est une atteinte portée à l'autorité temporelle. Le pape n'y considère la nouvelle constitution que sous le point de vue de la religion, et déclare expressément qu'il est bien éloigné de vouloir juger ce qui est du ressort de la puissance de ce monde. Voyons, le bref à la main, comment le pape s'exprime à ce sujet : « Notre intention n'est pas d'attaquer les nouvelles loix civiles auxquelles le roi a pu donner sa sanction, comme n'ayant de rapport qu'au gouvernement temporel

« dont il est chargé : nous n'avons point  
 « pour but , en rappelant ces maximes , de  
 « provoquer le rétablissement du régime  
 « ancien de la France : le supposer , seroit  
 « renouveler une calomnie , qu'on n'a affecté  
 « té jusqu'ici de répandre que pour rendre  
 « la religion odieuse. Nous ne cherchons ,  
 « nous ne travaillons qu'à préserver de toute  
 « atteinte , les droits sacrés de l'église et du  
 « siège apostolique ». (Voyez le bref du  
 pape Pie VI au sujet de la constitution civile  
 du clergé de France , de l'imprimerie  
 de l'Ami du roi , édition latine , page 16. )

Quant au reproche de despotisme que  
 vous faites au pape , il n'est pas moins in-  
 juste : pour le dissiper , je n'ai besoin que  
 de rappeler ses paroles : « Votre lettre , dit-  
 « il aux évêques , a renouvelé dans notre  
 « cœur une douleur profonde qu'aucune  
 « consolation ne pourra jamais adoucir ,  
 « et dont nous étions déjà pénétrés depuis  
 « le moment où la renommée nous avoit ap-  
 « pris que l'assemblée nationale de France ,  
 « appelée pour régler les affaires civiles , en  
 « étoit venue au point d'attaquer par ses dé-  
 « crets la religion catholique , et que la ma-  
 « jorité de ses membres réunissoit ses ef-  
 « forts pour faire une irruption jusque dans  
 « le sanctuaire... C'est à Dieu que vos  
 « paroles se sont adressées ; et nous avons  
 « aussitôt ordonné des prières publiques ,  
 « pour obtenir de l'Esprit saint qu'il daigne



« inspirer à ces nouveaux législateurs la  
 « ferme résolution de s'éloigner des maxi-  
 « mes de la philosophie du siècle, et de  
 « s'attacher invariablement à ces principes  
 « salutaires auxquels la religion les rap-  
 « pelle. ( lb. p. 2. )

« Nous n'avons pas cependant négligé  
 « d'assembler en consistoire nos vénérables  
 « frères les cardinaux de la sainte église  
 « romaine... Nous leur avons fait part des  
 « atteintes que la religion catholique avoit  
 « déjà reçues en France: nous avons épan-  
 « ché notre douleur dans leur sein, les  
 « exhortant à unir leurs larmes et leurs  
 « prières aux nôtres. ( lb. p. 3. )

« Au plus fort de notre douleur, nous  
 « avons reçu une lettre de notre cher fils  
 « en Jésus-Christ Louis XVI, roi très  
 « chrétien, dans laquelle il nous presse  
 « avec beaucoup d'instances de confirmer  
 « par notre autorité, du moins provisoi-  
 « rement, cinq articles décrétés par l'as-  
 « semblée et déjà revêtus de la sanction  
 « royale. Quoique ces articles nous paru-  
 « sent contraires aux canons, cependant,  
 « par égard pour le roi, nous crûmes de-  
 « voir user de ménagement dans notre ré-  
 « ponse: nous lui écrivîmes que nous sou-  
 « mettrions ces articles à une congrégation  
 « de vingt cardinaux, dont nous nous fe-  
 « rions remettre les opinions par écrit, pour  
 « les examiner nous-mêmes à loisir et les

« peser avec toute la maturité qu'exige une  
 « affaire aussi grave. Dans une autre lettre  
 « plus particulière, nous priâmes le roi lui-  
 « même d'engager tous les évêques de son  
 « royaume à lui faire connoître leurs senti-  
 « ments avec confiance; à nous commu-  
 « niquer à nous-mêmes le parti qu'ils se-  
 « roient convenus de prendre, et à nous  
 « instruire de tout ce que la distance des  
 « lieux déroberoit à notre connoissance,  
 « pour que nous n'eussions aucune fausse  
 « démarche à nous reprocher. » (Ib. p. 4 et 5.)

Je vous le demande, monsieur, est-ce  
 là le langage du despotisme? le souverain  
 pontife pouvoit-il user avec plus de modé-  
 ration du pouvoir qui lui est confié? pou-  
 voit-il parler avec une bonté plus pater-  
 nelle et plus sagement pour le main-  
 tien et la conservation de la foi?

#### LE CITOYEN.

Si c'est le zèle de la religion qui anime  
 le pape, pourquoi ne paroît-il occupé que  
 de ses intérêts temporels? pourquoi se  
 plaint-il avec amertume des troubles d'A-  
 vignon et de l'abolition des droits du saint-  
 siège?

#### LE THÉOLOGIEEN.

Monsieur, quand on a lu le bref, on ne  
 peut pas s'arrêter à ces inculpations. Le  
 pape n'y parle de ses droits pécuniaires,



que pour déclarer qu'il en fait le sacrifice par amour pour la paix. « Pour calmer, dit-il, et adoucir, autant qu'il étoit en notre pouvoir, les dispositions violentes dans les « quelles on paroïssoit être, nous avons cessé d'exiger les droits que la France devoit « à la chambre apostolique, d'après les anciennes conventions qu'un usage invariable avoit confirmées ». (Ib. p. 87.)

S'il fait mention des troubles d'Avignon, c'est pour témoigner combien il est affligé de voir qu'ils aient été excités par des membres de l'assemblée nationale qui n'avoient point à se plaindre de lui. Ce qu'il dit à ce sujet se réduit, comme vous le savez, à ce peu de paroles : « Nous avons eu la douleur de voir quelques membres de l'assemblée nationale allumer, répandre et entretenir dans Avignon le feu d'une révolte contre laquelle nous ne cesserons de réclamer et d'invoquer les droits du saint-siège ». (Ib. p. 87.)

Il montre, à la vérité, plus d'énergie contre les atteintes portées à la juridiction du saint-siège. Mais pesons les motifs, et nous serons forcés de nous y rendre. Un décret formel porte *que le nouvel évêque ne pourra s'adresser au pape pour en obtenir aucune confirmation, mais il lui écrira comme au chef visible de l'église universelle, en témoignage de l'unité de foi et de la communion qu'il doit entretenir avec lui.* On

prescrit une nouvelle forme de serment où le nom du pontife de Rome est supprimé. Bien plus, l'élu étant obligé par son serment à l'exécution des décrets nationaux, qui lui défendent de faire confirmer son élection par le saint-siège, toutela puissance du souverain pontife est par la même anéantie : et c'est ainsi que les ruisseaux sont détournés de la source, les rameaux détachés de l'arbre, les peuples séparés du vicaire de J. C. (lb. p. 18.)

Qu'il nous soit permis d'emprunter ici ; pour déplorer les outrages faits à la dignité et à l'autorité pontificale, les mêmes expressions dont se servoit autrefois S. Grégoire-le-Grand pour se plaindre à l'impératrice Constantine des prétentions fastueuses et des usurpations du patriarche Jean, qui s'attribuoit le titre d'évêque universel, et pour la prier de réformer cette arrogance : « Que votre piété, disoit ce  
« saint pontife, ne dédaigne pas dans cette  
« occasion mes prieres ; et si Grégoire (nous  
« pourrions dire, en nous appliquant les  
« mêmes paroles, si Pie VI), par la grandeur  
« de ses péchés, a mérité de souffrir cette  
« injure, songez que l'apôtre S. Pierre n'a  
« point de péchés à expier, et qu'il n'a pas  
« mérité de recevoir sous votre gouverne-  
« ment un pareil outrage. Je vous supplie  
« donc et je vous conjure d'imiter l'exem-  
« ple des princes vos ancêtres, qui se sont



« toujours efforcés de s'attirer la faveur de  
 « l'apôtre S. Pierre : tâchez aussi de vous  
 « la procurer et de la conserver. Mes pé-  
 « chés et les foiblesses auxquelles je suis  
 « indignement asservi, ne doivent pas être  
 « pour vous un prétexte de porter quelque  
 « atteinte aux honneurs dus à cet illustre  
 « apôtre, qui peut vous aider dans toutes  
 « vos entreprises, et dans la suite vous ob-  
 « tenir de Dieu le pardon de toutes vos  
 « offenses ». (Ib. p. 19.)

« Les prières que S. Grégoire adressoit à  
 « l'impératrice pour l'honneur de la dignité  
 « pontificale, nous vous les adressons au-  
 « jourd'hui. Ne souffrez pas que dans ce  
 « vaste empire on avilisse la primauté qui  
 « appartient au saint-siège, et qu'on anéan-  
 « tisse les droits qui y sont attachés. Consi-  
 « dérez les mérites de Pierre, dont je suis  
 « l'héritier, quoiqu'indigne, et dont la  
 « grandeur doit être honorée jusque dans  
 « mon néant et ma bassesse. Si une puis-  
 « sance étrangère à l'église enchaîne votre  
 « zèle, que la religion et la fermeté suppléent  
 « du moins à la force qui vous manque, et  
 « rejetez courageusement le serment qu'on  
 « exige de vous. Le titre usurpé par Jean  
 « étoit un moindre attentat aux prérogatives  
 « du saint-siège que le décret de l'assemblée  
 « nationale. Comment, en effet, peut-on  
 « dire que l'on conserve, que l'on entretient  
 « la communion avec le chef visible de l'é-

« glise, lorsqu'on se borne à lui donner avis  
 « de son élection, et lorsqu'on s'engage par  
 « serment à ne point reconnoître l'autorité  
 « attachée à sa primauté? En sa qualité de  
 « chef tous ses membres ne lui doivent-ils  
 « pas la promesse solennelle de l'obéis-  
 « sance canonique, seule capable de con-  
 « server l'unité dans l'église, et d'empêcher  
 « que ce corps mystique, établi par Jésus-  
 « Christ, ne soit déchiré par les schismes »?  
 (P. 19 et 20.)

## LE CITOYEN.

Avouez au moins, monsieur, que le souverain pontife parle de la spoliation du clergé de France avec une affectation qui montre combien elle lui tient au cœur. »

## LE THÉOLOGIEN.

Pour voir si le pape est bien ou mal fondé à condamner la spoliation du clergé, il faut l'entendre parler lui-même. « Il n'est  
 « permis à personne d'ignorer, dit-il, d'a-  
 « près le sixieme concile de Toledé, que  
 « tout ce qui est consacré à Dieu, homme,  
 « animal, champ, en un mot tout ce qui a  
 « été une fois dédié au Seigneur, est au  
 « nombre des choses saintes et appartient  
 « à l'église. C'est pourquoi quiconque en-  
 « leve et ravage, pille et usurpe l'héritage  
 « appartenant au Seigneur et à l'église, doit  
 « être regardé comme un sacrilege, tant  
 « qu'il n'aura pas expié son crime et satis-



« fait à l'église : s'il persiste dans son usurpa-  
 « tion , qu'il soit excommunié ». (1) (P. 51.)

Le pape rappelle ensuite que cette doctrine n'étoit pas propre à l'église d'Espagne ; mais qu'elle étoit commune à celle de France et même aux grands de royaume : il cite à cet égard nos capitulaires. « Nous  
 « lisons , dit-il , dans les capitulaires de  
 « Charlemagne et dans ceux du roi Lo-  
 « thaire , qu'il y avoit un fonds territorial  
 « destiné à chaque église. Voici un de ces  
 « capitulaires : Nous ordonnons , d'après la  
 « volonté du roi notre seigneur et pere ,  
 « qu'on donne pour revenu à chaque pa-  
 « roisse un domaine et douze mesures de  
 « terres labourables » (2). (P. 47.)

« Tel fut , dit-il , le vœu ancien et con-  
 « stant des grands et du peuple de France ;  
 « vœu exprimé dans les prières qu'ils adres-  
 « serent à Charlemagne en 803 . . . . Nous  
 « savons que les biens de l'église sont con-  
 « sacrés à Dieu : nous savons que ces biens  
 « sont les offrandes des fideles et la rançon  
 « de leurs péchés. Et si quelqu'un est assez  
 « téméraire pour enlever aux églises les  
 « dons que les fideles y ont consacrés à  
 « Dieu , il n'y a point de doute qu'il ne

---

(1) Concil. Tolet. habit. an. 638, can. 15 ; Labb.  
 t. 6, p. 1497 et 1502.

(2) Capit. an. 789, tit. 4, c. 1, t. 2, p. 321, edit.  
 Paris. ; Baluz., p. 47.

« commette un sacrilege, et il faut être  
 « aveugle pour ne le pas voir. Lorsque  
 « quelqu'un d'entre vous donne du bien à  
 « l'église, c'est à Dieu même, c'est à ses  
 « saints qu'il l'offre et qu'il le consacre  
 « et non pas à un autre . . . . Afin donc  
 « que tous les domaines ecclésiastiques  
 « soient conservés à l'avenir sans aucune  
 « fraude par vous et par nous, par vos  
 « successeurs et par les nôtres, nous vous  
 « prions de faire insérer notre demande  
 « dans les archives de l'église et de lui ac-  
 « corder une place parmi vos capitulai-  
 « res ». (1) (P. 53.)

« Je vous accorde votre demande, leur  
 « répondit l'empereur. Je n'ignore pas que  
 « plusieurs empires et plusieurs monarques  
 « ont péri pour avoir dépouillé les églises,  
 « ravagé, vendu, pillé leurs biens, pour  
 « les avoir arrachés aux évêques et aux  
 « prêtres, et ce qui est pis encore aux égli-  
 « ses elles-mêmes. Et pour que ces biens  
 « soient conservés à l'avenir avec plus de  
 « respect, nous défendons en notre nom  
 « et au nom de nos successeurs, pour  
 « toute la durée des siècles, à toute per-  
 « sonne quelle, qu'elle soit, d'accepter ou  
 « de vendre, sous quelque prétexte que ce  
 « soit, les biens de l'église, sans le con-  
 « sentement et la volonté des évêques dans

---

(1) Capitul., t. 1, p. 405.



« les diocèses desquels ils sont situés, et,  
 « à plus forte raison, d'usurper ces mêmes  
 « biens ou de les ravager. S'il arrive que,  
 « sous notre regne ou sous celui de nos  
 « successeurs, quelqu'un se rende coupable  
 « de ce crime, qu'il soit soumis aux  
 « peines destinées aux sacrilèges, qu'il soit  
 « puni légalement par nous, par nos suc-  
 « cesseurs et par nos juges comme un ho-  
 « micide et un voleur sacrilège, et que nos  
 « évêques lancent contre lui l'anathème» (1).  
 « (P. 54 et 55.) »

« Ce qui paroitra presque incroyable,  
 « dit encore le pape, c'est que, dans le  
 « moment où l'on s'empare des biens des  
 « églises et des prêtres catholiques, on res-  
 « pecte les possessions que les ministres  
 « protestants, ennemis de l'église, ont au-  
 « trefois envahies sur elle, et cela sous le  
 « prétexte des traités. Sans doute que l'as-  
 « semblée nationale regarde les traités faits  
 « avec les protestants comme plus sacrés  
 « que les canons ecclésiastiques . . . . . Il  
 « lui a plu sans doute de faire cette excep-  
 « tion en faveur des protestants, parcequ'il  
 « convenoit à ses vues de n'envelopper dans  
 « la proscription que la religion et les prê-  
 « tres catholiques. Qui ne voit que le prin-  
 « cipal objet des usurpateurs, dans cette

---

(1) Capit., t. 1, p. 407 et 411.

« invasion des biens ecclésiastiques ; est  
 « de profaner les temples , d'avilir les mi-  
 « nistres des autels , et de détourner à l'a-  
 « venir tous les citoyens de l'état ecclésias-  
 « tique ? A peine avoient-ils commencé à  
 « porter les mains sur cette proie , que le  
 « culte divin a été aboli , les églises fer-  
 « mées , les vases sacrés enlevés , le chant  
 « des divins offices interrompu ». ( P. 56  
 et 57. )

Si le souverain pontife condamne l'inva-  
 sion des biens du clergé , ce n'est donc pas  
 par des considérations profanes , c'est  
 qu'elle est opposée à l'intention des fon-  
 dateurs , aux volontés de nos peres , de nos  
 rois , aux anciennes loix du royaume , qui  
 veulent que chaque église ait son domaine ,  
 et qu'elle nuit à la majesté du culte.

LE CITOYEN.

Je tombe d'accord avec vous , monsieur ,  
 sur les points dont nous avons parlé jus-  
 qu'ici : mais vous conviendrez aussi avec  
 moi que la partie du bref qui a rapport à  
 la constitution civile du clergé porte ab-  
 solument à faux , parceque le pape s'appli-  
 que tout entier à prouver que la puissance  
 séculière n'a pas le droit d'innover dans ce  
 qui intéresse la foi , et que l'assemblée na-  
 tionale a reconnu , ce principe et déclaré  
 qu'elle n'entend pas se mêler du spirituel.



Le pape ne se borne pas, monsieur, à prouver que la puissance séculière n'a pas le droit d'innover dans ce qui intéresse la foi; il décide encore que les innovations décrétées par l'assemblée nationale sont contraires à la foi. « Nous apprenons que « l'assemblée nationale, c'est-à-dire la majorité . . . . a publié un décret qui, sous « prétexte de n'établir qu'une constitution « civile du clergé, ainsi que le titre sem-  
« bloit l'annoncer, renversoit en effet les « dogmes les plus sacrés et la discipline la « plus solennelle de l'église, . . . . et en-  
« traînoit de telles calamités, qu'on auroit « peine à les croire si on ne les éprouvoit » (P. 3 et 4.)

« L'assemblée nationale de France, ap-  
« pellée pour régler les affaires civiles, en-  
« est venue au point d'attaquer, par ses « décrets, la religion catholique; et la ma-  
« jorité de ses membres réunit ses efforts « pour faire une irruption dans le sanc-  
« tuaire ». (P. 2.)

« Malgré les principes généralement re-  
« connus dans l'église, l'assemblée natio-  
« nale s'est attribuée la puissance spiri-  
« tuelle, lorsqu'elle a fait tant de nouveaux  
« réglemens contraires au dogme et à la  
« discipline. » (P. 12.)

Le pape prononce donc que la nouvelle

constitution du clergé n'est civile que de nom ; qu'elle est contraire aux dogmes de la foi catholique ; et que l'assemblée nationale s'est, par ses décrets, attribuée la puissance spirituelle.

Il ne s'en tient pas là : il combat une autre prétention de l'assemblée nationale, et prouve qu'elle n'a pas le droit de changer la discipline de l'église. « Mais, disent les apologistes des décrets de l'assemblée nationale, la constitution du clergé ne regarde que la discipline, qui souvent a changé suivant les circonstances, et qui est encore aujourd'hui susceptible de changement. Je réponds d'abord que, parmi les décrets relatifs à la discipline, on en a glissé plusieurs destructifs du dogme et des principes immuables de la foi, comme nous l'avons déjà démontré. Mais, pour ne parler ici que de la discipline, est-il un catholique qui ose soutenir que la discipline ecclésiastique peut être changée par des laïcs ? *Pierre de Marca* ne convient-il pas lui-même que les canons des conciles et les décrets des pontifes romains ont presque toujours réglé ce qui concerne les rites, les cérémonies, les sacrements, l'examen, les conditions et la discipline du clergé, parceque ce sujet est de leur compétence et subordonné à leur juridiction ? A peine pourroit-on citer une ordonnance des



« souverains, en pareille matière, qui soit  
 « émanée de la seule puissance temporelle:  
 « nous voyons que, dans cette partie, les  
 « loix civiles ont suivi et jamais pré-  
 « cédé ». (1) (P. 23.)

« En 1560, lorsque la faculté de théologie  
 « de Paris examina plusieurs assertions de  
 « François Grimaudet, avocat du roi, pré-  
 « sentées aux états assemblés à Angers, par-  
 « mi les propositions qu'elle crut devoir  
 « censurer, on remarque la suivante, qui  
 « est sous le n°. 6 : *Le second point de la*  
 « *religion est en la police sacerdotale, sur*  
 « *laquelle les rois et princes chrétiens ont*  
 « *puissance d'icelle dresser, mettre en or-*  
 « *dre, et réformer icelle corrompue.* Cette  
 « proposition, dit la faculté, est fausse,  
 « schismatique, tendant à énerver la puis-  
 « sance spirituelle; elle est hérétique, et  
 « aucune des preuves dont on l'appuie ne  
 « sont concluantes » (2). (pag. 24.)

Le pape cite ensuite un grand nombre  
 de canons portés contre ceux qui refusent  
 de se conformer aux règles de discipline  
 faites par l'église; puis il conclut ainsi :  
 « Tant d'exemples d'anathèmes lancés con-  
 « tre les infracteurs de la discipline, prou-

(1) De Concord. sacerdot. et imper., l. 2, c. 7,  
 n. 8.

(2) Carol. d'Argentré, collect. judic., t. 2, edit.  
 Paris. 1728, p. 291.

« vent que l'église a toujours cru qu'elle  
 « étoit étroitement liée avec le dogme ;  
 « qu'elle ne peut jamais être changée que  
 « par la puissance ecclésiastique, à laquelle  
 « seule il appartient de juger que l'usage  
 « constamment suivi est sans avantage, ou  
 « doit céder à la nécessité de procurer un  
 « plus grand bien ». (P. 27 et 28.)

LE CITOYEN.

L'assemblée n'a point changé la discipline; elle a fait revivre celle qui étoit anciennement en usage. Ne sait-on pas, par exemple, que c'étoit l'autorité temporelle qui statuoit autrefois sur les érections et les suppressions des diocèses?

LE THÉOLOGIEN.

Cette assertion est formellement démentie par les paroles du souverain pontife :  
 « Un des plus répréhensibles articles de la  
 « constitution du clergé est sans doute ce-  
 « lui qui anéantit les anciennes métropo-  
 « les, supprime quelques évêchés, en érige  
 « de nouveaux, et change toute la distribu-  
 « tion des diocèses. Notre intention n'est  
 « pas de faire ici une dissertation critique  
 « sur la description civile des anciennes Gau-  
 « les, sur laquelle l'histoire a laissé une  
 « grande obscurité, pour vous montrer que  
 « les métropoles ecclésiastiques n'ont point  
 « suivi l'ordre des provinces, ni pour le



« temps ni pour le lieu : il suffit au sujet  
 « que nous traitons, de bien établir que la  
 « distribution du territoire, fixée par le  
 « gouvernement civil, n'est point la règle  
 « de l'étendue et des limites de la jurisdic-  
 « tion ecclésiastique. Saint Innocent I en  
 « donne la raison : *Vous me demandez*,  
 « dit-il, *si, d'après la division des pro-*  
 « *vinces établie par l'empereur, de même*  
 « *qu'il y a deux métropoles, il faut aussi*  
 « *nommer deux évêques métropolitains :*  
 « *mais sachez que l'église ne doit pas souf-*  
 « *rir des variations que la nécessité introduit*  
 « *dans le gouvernement temporel ; que les*  
 « *honneurs et les départements ecclésias-*  
 « *tiques sont indépendants de ceux que*  
 « *l'empereur juge à propos d'établir pour*  
 « *ses intérêts : il faut par conséquent que le*  
 « *nombre des évêques métropolitains reste*  
 « *conforme à l'ancienne description des pro-*  
 « *vinces* » (1). (P. 36.)

« Pierre de Marca ajoute un grand poids  
 « à cette lettre en la rapprochant de la pra-  
 « tique de l'église gallicane : « Cette église,  
 « dit-il, s'est trouvée d'accord avec le con-  
 « cile de Calcédoine et le décret d'Inno-  
 « cent : elle a pensé que les rois n'avoient  
 « pas le droit d'ériger de nouveaux évê-  
 « chés, etc. Il ne faut pas, par une basse  
 « flatterie envers les princes, nous écarter

---

(1) Epist. 24 ad Alex. Antioch., c. 2.

« du sentiment général de l'église universelle, comme il est arrivé à Marc-Antoine de Dominis, qui, faussement et contre les canons, attribue aux rois le pouvoir d'ériger les évêchés; c'est une erreur embrassée par quelques modernes. La vérité est que c'est à l'église seule qu'appartient le droit de régler tout ce qui concerne cet article, comme je l'ai déjà dit » (1). (Pag. 31.)

## LE CITOYEN.

Passons aux nouvelles élections: vous en avez de la peine à me prouver que le pape soit fondé à les condamner; car il n'y a personne qui ne sache qu'autrefois le peuple étoit dans l'usage d'élire ses pasteurs; et qu'ainsi les décrets qui le rétablissent dans ce droit ne soient conformes à la discipline primitive.

## LE THÉOLOGIEEN.

Le jugement que le pape a porté de nos nouvelles élections est si bien motivé, monsieur, qu'il est impossible à un homme de bonne foi de ne pas y souscrire. Nous allons, si vous le permettez, relire ensemble cet article: je réponds d'avance que vous ne pourrez lui refuser votre approbation.

« L'assemblée nationale a décrété que

---

(1) De Concord. sacerdot. et imper., l. 2, c. 9, n. 4 et 7.



« les évêques, à l'avenir, seroient élus par  
 « le peuple des districts ou des municipali-  
 « tés, et semble avoir voulu, par cette dis-  
 « position, embrasser les erreurs de Luther  
 « et de Calvin, adoptés depuis par l'apostat  
 « de Spalatro; car ces hérétiques soutenoient  
 « que l'élection des évêques par le peuple  
 « étoit de droit divin. Pour se convaincre  
 « de ces opinions, il suffit de se rappeler  
 « la forme des anciennes élections: et pour  
 « commencer par Moïse, ce législateur ne  
 « conféra-t-il pas la dignité de pontife à  
 « Aaron et ensuite à Eléazar, sans le suffrage  
 « et le conseil de la multitude? Notre Sei-  
 « gneur Jésus-Christ n'a-t-il pas choisi,  
 « sans l'intervention du peuple, d'abord  
 « douze apôtres, ensuite soixante-dix dis-  
 « ciples? Saint Paul eut-il besoin du peuple  
 « pour placer Timothée sur le siege épis-  
 « copal d'Ephese; Tite sur celui de l'isle de  
 « Crete; et Denys l'Aréopagite, qu'il consa-  
 « cra, même de ses propres mains, sur celui  
 « de Corinthe (1)? Saint Jean assembla-t-il  
 « le peuple pour créer Polycarpe évêque de  
 « Smyrne (2)? Les apôtres n'ont-ils pas choi-  
 « si eux-mêmes cette foule innombrable de  
 « pasteurs, qu'ils envoyoient chez des peu-  
 « ples étrangers et infidèles pour gouver-  
 « ner les églises qu'ils avoient fondées dans

---

(1) Euseb. Hist. eccles., l. 3, c. 4, n. 15.

(2) S. Hier. de vir. illust., c. 7, t. 2.

« le Pont, dans la Galatie, dans la Bithy-  
 « nie, dans la Cappadoce et dans l'Asie (1) ?  
 « Le premier concile de Laodicée (2), le  
 « quatrième de Constantinople (3) recon-  
 « noissent la légitimité de ces élections.  
 « Saint Athanase déclara Frumentius évê-  
 « que des Indes dans une assemblée de prê-  
 « tres et à l'insu du peuple (4). S. Bazile,  
 « sans le concours des citoyens, nomma  
 « Euphronius, dans un synode, à l'évêché  
 « de Nicopolis (5). Lorsque S. Grégoire II  
 « consacra S. Boniface évêque en Allema-  
 « gne les Allemands n'en savoient rien, et  
 « même ne s'en doutoient pas (Pag. 35  
 et 36.)

« A ces autorités, Luther, Calvin et leurs  
 « partisans opposent l'exemple de S. Pierre,  
 « qui, dans une assemblée de freres com-  
 « posée de cent vingt personnes, dit : Il  
 « nous faut choisir parmi les disciples qui  
 « ont coutume de nous accompagner, quel-  
 « qu'un qui soit capable de remplir le saint  
 « ministere, et de succéder à l'apostolat  
 « dont Judas s'est rendu indigne. Mais l'ob-  
 « jection porte à faux ; car d'abord Pierre  
 « ne laissa point à cette foule qui l'envi-

---

(1) Euseb., c. 4, n. 5 ; S. Hier. in Matth., t. 7.

(2) Can. 13.

(3) Act. 10. Can. 12.

(4) R. fin. l. 10, cap. 22.

(5) Epist. 230, t. 3.



« rennoit, la liberté de choisir qui elle ju-  
 « geroit à propos, mais il lui enjoignit de  
 « choisir un des disciples. Au reste S. Chry-  
 « sostome fait évanouir toute espece de dif-  
 « ficulté, en disant : Quoi ! Pierre ne pou-  
 « voit-il pas choisir lui-même ? Il le pouvoit,  
 « sans doute ; mais il s'en abstint, pour que  
 « la faveur ne parût pas avoir influé sur  
 « son choix (1). Cette vérité tire une nou-  
 « velle force des autres actions de Pierre  
 « rapportées dans la lettre d'Innocent I à  
 « Décentius (2), lorsque les Ariens, abu-  
 « sant de la faveur de l'empereur Constance,  
 « employèrent la violence pour chasser de  
 « leurs sieges les prélats catholiques et y  
 « placer leurs partisans, ainsi que S. Atha-  
 « nase le rapporte en gémissant (3). On fut  
 « contraint, par le malheur des temps,  
 « d'admettre le peuple à l'élection des évê-  
 « ques, pour l'exciter à maintenir dans son  
 « siege le pasteur qu'on y auroit élevé en  
 « sa présence : mais le clergé ne perdit pas  
 « pour cela le droit spécial à l'élection des  
 « évêques, qui lui a toujours appartenue ; et  
 « jamais il n'est arrivé, comme on s'efforce  
 « aujourd'hui de le faire accroire au public,  
 « que le peuple seul ait joui des droits d'é-  
 « lection ». (Pag. 36 et 37.)

(1) Homel. 5 in Act. apost., t. 9. in fo. 10392

(2) Epist. 25 apud Constant., p. 856, n. 21

(3) Hist. Arian. ad monac., n. 4, t. 1.

« Enfin les troubles , les factions , les  
 « discordes éternelles et une foule d'abus for-  
 « cerent d'éloigner le peuple des élections ,  
 « et même de ne plus consulter ni son vœu  
 « ni son témoignage. Mais si cette exclusion  
 « a eu lieu lorsque les électeurs étoient  
 « tous catholiques , que dire du décret de  
 « l'assemblée nationale , qui , excluant le  
 « clergé des élections , les livre à des dé-  
 « partemens , dans lesquels il se trouve  
 « des Juifs , des hérétiques , des hétérodo-  
 « xes de toute espece ? La grande influence  
 « de ces ennemis de la religion sur le choix  
 « des pasteurs produiroit cet horrible abus  
 « qui excitoit l'indignation de saint Gré-  
 « goire-le-Grand. *Non* , disoit ce pontife  
 « écrivant au peuple de Milan , *non* , je ne  
 « puis consentir en aucune maniere à l'é-  
 « lection d'un sujet choisi non par des ca-  
 « tholiques , mais par des Lombards ; et  
 « si l'on donnoit la consécration à un  
 « pasteur élu par de tels hommes , on met-  
 « troit sur le siege de Milan un bien indi-  
 « gne successeur de saint Ambroise » (1).  
 « Ce mode d'élection renouvelleroit les  
 « troubles , réveilleroit haines assoupies de-  
 « puis si long-temps : il donneroit même à l'é-  
 « glise catholique des prélats fauteurs de  
 « l'hérésie , des docteurs qui , du moins en  
 « secret et au fond du cœur , nourriroient

(1) Epist. 4, l. 11.



« les opinions erronées des électeurs. *Les jugements du peuple*, dit saint Jérôme, « sont souvent bien faux; le vulgaire se trompe dans le choix de ses prêtres; chacun les veut conformes à ses mœurs: ce n'est pas le meilleur pasteur qu'il cherche, mais un pasteur qui lui ressemble » (1). (P. 41.)

Le pape établit donc comme des vérités constantes, 1°. que le peuple n'a pas un droit essentiel aux élections des pasteurs, puisque, dans l'ancienne comme dans la nouvelle loi, elles ont souvent été faites sans lui; 2°. que c'est l'église qui l'a admis à y concourir; 3°. que jamais il n'a joui seul du droit d'élection, et que le clergé y a toujours eu la principale influence; 4°. que si le peuple en a été éloigné dans la suite, c'est à cause des abus sans nombre auxquels sa présence donnoit lieu, et parcequ'il demeurait prouvé par l'expérience que les élections populaires n'étoient pas un moyen de parvenir à obtenir de bons choix; 5°. que si cela a eu lieu lors même que les catholiques seuls étoient admis à concourir au choix de leurs pasteurs, il devenoit plus inévitable encore d'après le décret de l'assemblée, qui, excluant le clergé des élections, les confie à des corps électoraux dans lesquels il se trouve des Juifs, des hé-

---

(1) L. 1 advers. Jovin., n. 34.

retiques et des non-catholiques de toute espece.

LE CITOYEN.

Vaudroit-il donc mieux, monsieur, voir continuer les anciens abus, que de recourir à des élections que l'assemblée nationale a regardées comme le moyen le plus efficace de les supprimer?

LE THÉOLOGIEN.

Le pape ne s'oppose pas, monsieur, à ce qu'observant les formes canoniques, la puissance spirituelle sur les représentations de l'autorité temporelle prenne les mesures convenables pour le choix des premiers pasteurs de l'église; mais il déclare que l'assemblée, par des décrets, contrarie les règles consacrées par les canons, et que ceux qui seroient appelés, en vertu des nouvelles élections, au gouvernement des ames, ne seront jamais que des intrus et que des pasteurs sans mission légitime, dignes des anathèmes de l'église.

« Que faut-il attendre, dit-il, de ces évêques qui ne seroient pas entrés par la véritable porte; ou plutôt que de maux la religion n'auroit-elle pas à craindre de ces hommes qui, enveloppés eux-mêmes dans les filets de l'erreur, seroient incapables d'en garantir le peuple? Et certes des pasteurs de cette espece, quels qu'ils



« fussent, n'auroient le pouvoir ni de lier  
 « ni de délier, puisqu'ils seroient sans mis-  
 « sion légitime, puisqu'ils seroient sur-le-  
 « champ solennellement excommuniés par  
 « le saint-siege ». ( P. 41. )

LE CITOYEN.

Avez-vous remarqué, monsieur, com-  
 bien le pape condamne le conseil des prê-  
 tres auquel l'assemblée assujettit les évê-  
 ques dans tous les actes de juridiction ?  
 Est-il cependant un règlement plus sage ?  
 en imaginez-vous un plus propre à détruire  
 l'arbitraire et le despotisme épiscopal ?

LE THÉOLOGIEN.

Je pourrois d'abord vous observer, mon-  
 sieur, que ce reproche fait à l'épiscopat  
 n'est pas nouveau ; les ennemis actuels de  
 la religion le répètent d'après ceux qu'elle  
 a eus en différents temps : mais, sans insister  
 davantage sur l'ancienneté de ce reproche  
 ( ce qui suffiroit pour faire voir qu'il n'est  
 que l'effet de la haine pour le bon ordre et  
 que le fruit de l'amour de l'insubordina-  
 tion ), pourriez-vous vous refuser aux preu-  
 ves par lesquelles le pape établit combien  
 la création de ce conseil décrétée par l'as-  
 semblée est contraire au gouvernement de  
 l'église, confié par Jésus-Christ aux seuls  
 évêques ? Voici comment il s'en explique :  
 « On force les évêques de s'attacher les cu-

« rès des paroisses supprimées ; ils sont dé-  
 « clarés leurs vicaires *de plein droit* ; et par  
 « la force de ce droit, ils sont indépendants  
 « de l'évêque. Quoiqu'on lui laisse le libre  
 « choix de ses autres vicaires, il ne peut ce-  
 « pendant, sans leur aveu, exercer aucun  
 « acte de juridiction, si ce n'est provisoire-  
 « ment ; il ne peut les destituer qu'à la plu-  
 « ralité des suffrages de son conseil. N'est-  
 « ce pas vouloir que chaque diocèse soit  
 « gouverné par des prêtres, dont l'autorité  
 « anéantira la juridiction de l'évêque ?  
 « N'est-ce pas contredire ouvertement la  
 « doctrine exposée dans les Actes des apô-  
 « tres : *Le Saint-Esprit a établi les évêques*  
 « *pour gouverner l'église que Dieu a ac-*  
 « *quise au prix de son sang* ? (1) Enfin  
 « n'est-ce pas troubler et renverser absolu-  
 « lument tout l'ordre de la hiérarchie ? Par  
 « là les prêtres deviennent les égaux des  
 « évêques ; erreur que le prêtre Aérius en-  
 « seigna le premier, et qui fut ensuite sou-  
 « tenue par *Viclef*, par *Monsile de Padoue*,  
 « par *Jean de Jandune*, et enfin par *Cal-*  
 « *vin*, comme l'observe Benoît XIV dans  
 « son *Traité du Synode diocésain* (2). Il y  
 « a plus : les prêtres sont mis au-dessus des  
 « évêques, puisque les évêques ne peuvent

---

(1) Act. 20, 28.

(2) L. 13, c. 1, n. 2.



« les destituer , ni rien décider qu'à la plus  
« ralité des suffrages ». (P. 44 et 45.)

LE CITOYEN.

Pourriez-vous approuver , monsieur , ce  
que le pape dit de la suppression des or-  
dres religieux ? Leur existence n'étoit pas  
essentielle à la religion : il semble qu'il n'au-  
roit pas dû se déclarer pour eux contre le  
vœu de nos législateurs.

LE THÉOLOGIE N.

C'est , monsieur , au pere commun des  
fideles à les instruire de l'intérêt que l'é-  
glise a toujours pris et doit prendre à l'état  
religieux. Ecoutons-le donc parler.

« L'expérience a fait voir combien les or-  
« dres réguliers étoient utiles à l'église : le  
« concile de Trente leur a rendu ce témoi-  
« gnage : il a déclaré qu'il n'ignoroit pas  
« combien de gloire et d'avantages procu-  
« roient à l'église de Dieu les monasteres  
« saintement institués et sagement gouver-  
« nés (1). Tous les peres de l'église ont com-  
« blé d'éloges les ordres réguliers ; et S.  
« Chrysostome , entre autres , a composé  
« trois livres entiers contre les détrac-  
« teurs. . . . . Au treizieme siecle , *Guil-*  
« *laume de Saint-Amour* se répandit en  
« invectives contre eux dans son livre inti-

---

(1) Sess. 25 de regal., c. 17.

« tulé, des *Dangers des derniers temps*, où  
 « il détourne les hommes de se conver-  
 « tir et d'entrer en religion : mais ce livre  
 « fut condamné par le pape Alexandre IV  
 « comme criminel, exécration et impie.  
 « Deux docteurs de l'église, S. Thomas et  
 « S. Bonaventure, ont aussi repoussé les  
 « calomnies de Guillaume, et Luther, ayant  
 « adopté la même doctrine, a été égale-  
 « ment condamné par le pape Léon X » (1).  
 (P. 62 à 64.)

## LE CITOYEN.

Ce que vous me citez, monsieur, pour-  
 voit convenir aux religieux d'autrefois : mais  
 il faut convenir que les nôtres ont si fort  
 dégénéré, qu'ils ne peuvent plus prétendre  
 à ce qui a été dit de leurs prédécesseurs,  
 et que le relâchement dans lequel ils sont  
 tombés a nécessité leur destruction.

## LE THÉOLOGIEEN.

Monsieur, c'est le pape lui-même qui va  
 répondre à ce que vous m'opposez. « Il est  
 « bien vrai que plusieurs ordres religieux  
 « se sont relâchés de leur ferveur primi-  
 « tive, que la sévérité de l'ancienne dis-  
 « cipline s'y est considérablement affoiblie;  
 « et personne ne doit en être surpris :  
 « mais faut-il pour cela les détruire ? Écou-  
 « tons ce que répondit au concile de Basle

---

(1) Bull. de collect. Concil. Labb., t. 19, p. 159.



« Jean de Polcmar aux objections de Pierre  
 « Rayne contre les réguliers. Il convient  
 « d'abord qu'il s'étoit glissé parmi les réguliers quelques abus qui exigeoient une  
 « réforme ; mais en admettant qu'on pou-  
 « voit leur faire ce reproche comme à tous  
 « les autres états , il ne s'étendit pas moins  
 « sur les éloges qu'ils méritoient par les lu-  
 « mieres que leur doctrine et leur prédica-  
 « tion répandoient dans l'église. Un homme  
 « raisonnable , dit-il , se trouvant dans un  
 « lieu obscur , éteint-il la lampe qui l'é-  
 « claire , parcequ'elle ne jette pas un assez  
 « grand éclat ? ne prend-il pas soin plutôt  
 « de la nettoyer et de la mettre en état ?  
 « Ne vaut-il pas mieux en effet être un peu  
 « moins bien éclairé , que de rester absolu-  
 « ment sans lumiere » ? (1)

« Ainsi l'assemblée nationale , empressée  
 « à favoriser les faux systèmes des hérétiques , en abolissant les ordres religieux ;  
 « condamne la profession publique des  
 « conseils de l'évangile ; elle blâme un  
 « genre de vie toujours approuvé dans l'é-  
 « glise comme très conforme à la doctrine  
 « des apôtres : elle insulte les saints fonda-  
 « teurs de ces ordres , à qui la religion a  
 « élevé des autels , et qui n'ont établi ces  
 « sociétés que par une inspiration divine ».  
 (P. 65 et 66.)

---

(1) Labb., t. 17, p. 1231.

## LE CITOYEN.

Je rends hommage à la vérité, monsieur : il est évident que le pape condamne justement la nouvelle constitution du clergé ; mais j'aurois voulu que, se bornant à l'intérêt de la religion et de la foi, il n'eût pas combattu, comme il le fait, la liberté de penser, inséparable des droits de l'homme. L'esprit de l'évangile lui faisoit-il un devoir de cette intolérance, d'ailleurs si peu conforme à la modération de son caractère et de sa conduite ?

## LE THÉOLOGIEN.

Monsieur, si l'assemblée nationale, en décrétant la liberté de penser, même en matière de religion, ne s'étoit proposé que de déclarer que personne ne peut être contraint à cet égard, le pape ne se seroit point élevé contre cette disposition ; mais lorsqu'on autorise l'impiété et la corruption à marcher tête haute, à exhaler des poisons propres à infecter le genre humain, à propager et à perpétuer par la voie de l'impression tout le mal qu'elles sont capables de produire, le chef visible de l'église peut-il se taire ? Seroit-il fidèle au devoir qui lui est imposé de préserver, autant qu'il est en lui, le troupeau de Jésus-Christ de ce qui peut nuire à sa sanctification ? Enfin n'est-il pas obligé en conscience d'écarter,



à quelque prix que ce soit , les loups de la bergerie , dont la garde lui est confiée ? Au reste jugeons-en d'après lui-même.

« On établit, dit-il, comme un droit de  
 « l'homme en société, cette liberté abso-  
 « lue , qui , non seulement assure le droit  
 « de n'être point inquiété sur des opinions  
 « religieuses, mais qui accorde encore cette  
 « licence de dire , d'écrire et même de faire  
 « imprimer impunément, en matière de re-  
 « ligion, tout ce que peut suggérer l'ima-  
 « gination la plus déréglée; droit mons-  
 « trueux, qui paroît cependant à l'assem-  
 « blée résulter de la liberté et de l'égalité  
 « naturelle à tous les hommes. Mais que  
 « pouvoit-il y avoir de plus insensé que  
 « d'établir parmi les hommes cette égalité  
 « et cette liberté effrénée qui semble étouf-  
 « fer la raison, le don le plus précieux que  
 « la nature ait fait à l'homme, et le seul  
 « qui le distingue des animaux ? Dieu,  
 « après avoir créé l'homme, après l'avoir  
 « établi dans un lieu de délices, ne le me-  
 « naça-t-il pas de la mort, s'il mangeoit du  
 « fruit de l'arbre de la science du bien et du  
 « mal ? Par cette première défense nemet-il  
 « pas des bornes à sa liberté ? Lorsque dans  
 « la suite sa désobéissance l'eut rendu  
 « coupable, ne lui imposa-t-il pas de nou-  
 « velles obligations par l'organe de Moïse ?  
 « Et quoiqu'il eût laissé à son libre arbitre  
 « le pouvoir de se déterminer pour le bien

« ou pour le mal , ne l'environna-t-il pas  
 « de préceptes et de commandements qui  
 « pouvoient le sauver s'il vouloit les ac-  
 « complir ? On eut donc cette liberté de  
 « penser et d'agir que l'assemblée nationale  
 « accorde à l'homme social comme un droit  
 « imprescriptible de la nature. Ce droit  
 « chimérique n'est-il pas contraire aux  
 « droits du Créateur suprême , à qui nous  
 « devons l'existence et tout ce que nous  
 « possédons ? ( P. 13. )

## LE CITOYEN.

En quoi donc , je vous prie , la liberté absolue de penser et d'écrire est-elle contraire aux droits du Créateur ?

## LE THÉOLOGIEN.

En ce que , favorisant le penchant qui porte l'homme vers le mal , elle le détourne le plus souvent des sentiments de la raison et de la vertu. L'expérience n'apprend que trop que c'est à la licence des écrivains qu'il faut imputer l'affoiblissement de la foi et la dépravation des mœurs. Aussi les ennemis de Dieu ont-ils toujours invoqué cette liberté que l'assemblée prétend assurer à tout homme ; et s'en sont-ils servi avec un funeste succès , comme l'observe le souverain pontife.

« Pour faire évanouir aux yeux de la saine raison ce fantôme d'une liberté in-



« définie, ne suffit-il pas de dire que ce  
 « système fut celui des Vaudois et des Be-  
 « guardes, condamnés par Clément V, avec  
 « l'approbation du concile œcuménique de  
 « Vienne; que dans la suite les Vicleffites  
 « et enfin Luther se servirent du même ap-  
 « pas d'une liberté effrénée pour accré-  
 « diter leurs erreurs? Nous sommes affran-  
 « chis de tout joug, crioit à ses prosélytes  
 « cet hérétique insensé. . . . Cette égalité,  
 « cette liberté si exaltées par l'assemblée  
 « nationale, n'aboutissent qu'à renverser  
 « la religion catholique: et voilà pourquoi  
 « elle a refusé de la déclarer *dominante*  
 « dans le royaume, quoique ce titre lui ait  
 « toujours appartenu ». ( P. 16.)

LE CITOYEN.

Voudriez-vous m'apprendre, monsieur,  
 pourquoi les évêques de France, qui se  
 sont expliqués sur les nouvelles élections,  
 parlent beaucoup d'intrusion, et que le sou-  
 verain pontife n'en dit rien ou peu de  
 choses? Est-ce qu'ils ne seroient pas d'ac-  
 cord?

LE THÉOLOGIEN.

Il est vrai, monsieur, que le souverain  
 pontife ne s'est point étendu sur l'intru-  
 sion occasionnée par l'exécution des dé-  
 crets de l'assemblée nationale qui ordon-  
 nent les élections. Ce n'étoit pas son objet

principal : il ne se proposoit que de discuter la nouvelle constitution du clergé , et que de confirmer à cet égard , en-connoissance de cause , les principes exposés par le clergé de France. Cependant il parle assez de l'intrusion des pasteurs substitués aux légitimes , pour qu'on ne puisse pas douter du jugement qu'il en porte.

« Qui pourroit supporter (dit-il, d'après  
 « S. Innocent I, parlant de l'intrus Arsace  
 « qu'on avoit prétendu substituer à S. Jean  
 « Chrysostome vivant), qui pourroit sup-  
 « ter les malversations dont se rendent cou-  
 « pables ceux même qui étoient spéciale-  
 « ment chargés de maintenir la tranquillité,  
 « l'union et la paix ? Aujourd'hui , par le  
 « plus étrange renversement de l'ordre ,  
 « nous voyons des prêtres innocents chassés  
 « de leurs églises. Mon frere et mon colle-  
 « gue dans le sacerdoce , Jean , votre évê-  
 « que , a été la premiere victime de cette  
 « injustice ; on l'a dépouillé de sa dignité  
 « sans vouloir l'entendre : cependant on  
 « ne lui reproche aucun crime , aucun ac-  
 « cusateur ne s'élève contre lui. Quel est  
 « donc ce procédé barbare ? Quoi ! sans  
 « aucune forme de procès , sans aucune  
 « trace de jugement , on donne des suc-  
 « cesseurs à des prêtres vivants , comme si  
 « des ecclésiastiques , qui débutent dans le  
 « ministère sous de pareils auspices et dont  
 « le premier pas est un crime , pouvoient



« jamais être vertueux eux-mêmes , ou in-  
 « spirer aux autres l'amour de la vertu. Cette  
 « violence, absolument sans exemple chez  
 « nos ancêtres , étoit même sévèrement  
 « défendue. On ne permit jamais à personne  
 « de donner la consécration à un prêtre  
 « nommé à la place d'un évêque vivant.  
 « Une consécration illégitime ne détruit  
 « point les droits du premier évêque ; et  
 « celui qu'on lui substitue injustement  
 « n'est qu'un intrus inhabile à exercer les  
 « fonctions de l'épiscopat » (1). (P. 33.) Ceci  
 condamne évidemment nos pasteurs con-  
 stitutionnels , et fait voir que le souverain  
 pontife les regarde comme des intrus.

Mais si vous voulez en avoir une nou-  
 velle preuve, je vais mettre sous vos yeux  
 la réponse qu'il vient d'adresser à M. Gue-  
 gan, nommé à l'évêché de Vannes (2).

A notre cher fils J. Guegan, recteur de  
 Pontivy ; salut et bénédiction apostolique.

Nous répondons aussi-tôt, notre cher  
 fils , à la lettre que vous nous avez écrite  
 le douze de ce mois, et vous adressons la  
 réponse que vous attendez avec ardeur du  
 saint-siège, qui est la source de toute  
 mission légitime dans l'ordre ecclésiastique.

---

(1) Epist. 7, num. 2, ad cler. et popul. Constant.,  
 p. 798, apud Constant.

(2) Ce bref a été imprimé, en latin et en fran-  
 çois, à Paris, chez Crapart, place Saint-Michel.

Vous nous demandez ce que vous devez faire, si vos concitoyens, voyant avec peine que vous ne voulez pas être évêque de Vannes, insistent et font de nouveaux efforts pour obtenir de vous un consentement que vous avez refusé jusqu'ici, comme c'étoit votre devoir.

La réponse se présente d'abord. Les raisons canoniques sur lesquelles vous avez appuyé un refus qui fait votre éloge, sont plus que suffisantes pour vous convaincre que vous ne devez point changer de résolution, ni céder aux desirs, aux instances, ni aux menaces, ni même aux persécutions que l'on pourroit vous susciter. Ces persécutions, quand elles auroient lieu, ne feroient qu'accroître votre gloire; rien ne devant être plus honorable ni plus cher à un fidele, à un prêtre, à un pasteur, que de souffrir pour la cause de Dieu.

Vous déclarez expressément que vous n'aurez point la hardiesse d'occuper le siege d'un évêque qui vit encore, qui mérite et obtient votre respect, que vous savez bien et que vous avouez n'avoir pas donné de démission. Vous n'y consentirez point, quels que soient les décrets de l'assemblée nationale, décrets contraires aux saints canons et à toute justice, schismatiques par conséquent et frappés de nullité. Il n'est rien en effet dont les saints canons inspirent plus d'horreur, ni qu'ils défendent



sous des peines plus rigoureuses , que de donner un pasteur à une église qui en a un , et d'en consacrer un autre qui , sous le même titre , envahisse cette église : c'est un acte de schisme et un attentat sacrilège.

Nous croyons donc qu'il est de notre devoir de ne pas nous borner à de simples exhortations , mais de vous avertir sérieusement , afin que vous persistiez dans votre première résolution , et que vous ne permettiez pas qu'aucun évêque vous impose les mains. Personne ne peut le demander ; nul métropolitain , nul évêque ne peut l'accorder sans se rendre coupable d'un sacrilège horrible , quand une église n'est point privée légitimement de son pasteur , quand l'élection n'a point été canonique , et la vôtre ne l'est point , et qu'on ne présente point notre mandat apostolique , principe de toute mission légitime. Si l'ordination se fait autrement , celui qui est ordonné , outre le sacrilège dont il est flétri , n'a nulle puissance de juridiction , et tous les actes qu'il se permet sont vains et de nulle valeur.

Ce défaut radical et fondé sur la nature même de la chose , ne peut être couvert ni diminuée , dans le cas où quelqu'un se chargeroit du gouvernement d'une église , avec l'intention de la rendre au pasteur légitime , aussitôt que l'obstacle qui résulte des décrets n'existeroit plus : elle est

vaine, elle est illusoire cette volonté qui est anéantie par l'acte même de l'invasion ; et les loix qui portent une puissance séculière et illégitime , ne peuvent être préférées aux loix de l'église , à qui seule appartient la division et la distribution des premières dignités ecclésiastiques.

Un pasteur arraché de son siège par la violence et l'injustice, conserve toute sa juridiction et le droit de gouverner son troupeau autant que le souffrent les circonstances. Nous ne pouvons donc permettre que personne soit ordonné pour une église qui a son évêque , ne fût-ce qu'à titre de coadjuteur , d'autant plus que la coutume du saint-siège, c'est de n'accorder les coadjutoreries que pour des causes que les canons approuvent ; et telle n'est pas sans doute la subversion violente des droits les plus sacrés : il faut aussi que l'évêque consente à recevoir un coadjuteur , et ordinairement on demande, on attend qu'il l'ait consenti.

Ce qui vous reste à faire, c'est de résister à tous les efforts, et d'employer tous vos talents, toute votre éloquence, toute votre adresse pour obtenir de vos concitoyens qu'ils n'abandonnent point leur évêque légitime, ni n'en reçoivent un autre qui auroit l'audace d'envahir son église.

Vous nous déclarez encore que vous nous avez consulté pour éviter le schisme.



Hé bien, soyez-en persuadé; si, renonçant aux éloges et aux applaudissemens que jusqu'ici vous avez reçus des hommes honnêtes, vous consentiez à votre élection contre notre volonté et nos avis; c'est alors que vous seriez schismatique, comme le sont, et notre douleur est inexprimable; ceux qui ont souscrit à de pareilles élections, et les évêques qui ont osé leur imposer des mains sacrilèges.

C'est avec une joie sensible que nous voyons en vous des sentiments bien opposés à ceux des réfractaires. Nous sommes certain que vous n'y renoncerez point: vous ferez ce qu'a fait notre cher fils Thomin des Vauxpons, vicaire général de Dôle, qui, élu évêque de Laval, quoiqu'il n'y ait point dans cette ville de chaire épiscopale, nous ayant écrit pour savoir ce qu'il devoit faire, pressé par sa conscience, rejeta la dignité qui lui étoit offerte, avant même qu'il eût reçu notre réponse entièrement semblable à celle que nous vous faisons. L'évêque de Rennes proposa cet exemple à Lecoq, principal du college de Quimper, qui lui faisoit part, en termes équivoques, de ses sentiments et de son élection en qualité d'évêque de l'Isle-Vilaine, comme vous pouvez le voir par la belle réponse de l'évêque de Rennes, datée du sept de ce mois et imprimée.

Au reste, tout ce qui concerne les élec-

tions et les consécérations des évêques soit que les églises aient encore leurs pasteurs, soit qu'elles n'en aient plus, se trouve traité amplement dans les lettres en forme de bref que nous avons écrites à nos vénérables freres les archevêques et évêques de France, le dix de ce mois, et qui le lendemain ont été confiées au courier extraordinaire. Elles doivent être maintenant publiées en France : c'est pourquoi vous pourrez y puiser les regles de conduite que vous devez suivre inviolablement. En attendant, nous louons dans le Seigneur votre zele pour la religion et votre attachement au saint-siege, et nous vous donnons de tout notre cœur la bénédiction apostolique.

A Rome, ce 30 mars 1791, de notre pontificat le dix-septieme.

*Signé, PIE, comme ci-dessus.*

Soyons donc justes, monsieur, et rendons gloire aux vues du souverain pontife ainsi qu'aux principes qu'il développe et qu'il établit d'une maniere si lumineuse dans son bref. Respectons la voix du vicair de Jésus-Christ unie au corps des premiers pasteurs : reconnoissons en elle celle de l'église : et disons avec saint Augustin : « Rome a parlé, l'affaire est finie :



« plutôt à Dieu que l'erreur le fût aussi » ! (1)

LE CITOYEN.

J'ouvre les yeux, monsieur : je n'ai jamais mieux compris combien il importe de s'en tenir à l'enseignement de l'église : lui seul peut mettre fin au trouble secret que j'éprouvois malgré moi tant que je lui ai résisté. Oui, les pasteurs, en se refusant au serment exigé par l'assemblée, ont été vraiment fideles à Dieu. Que le Seigneur soit loué à jamais de leur avoir inspiré le courage héroïque qui édifie l'église et consolera toujours la religion de ses pertes ! Plein d'admiration et de confiance en leurs vertus, je les regarderai toujours comme les vrais et seuls pasteurs, auxquels je me ferai toujours un vrai devoir d'obéir, en fuyant comme des voleurs et des larrons ceux qu'on voudroit leur substituer. La foi du souverain pontife et des évêques catholiques sera la règle de la mienne; car je veux vivre et mourir dans le sein de l'église, *l'assemblée des fideles, qui, sous la conduite des pasteurs légitimes, ne fait qu'un même corps avec Jésus-Christ, et hors de laquelle il n'y a point de salut.*

---

(1) Rescripta venerunt a sede apostolica, causa finita est : utinam finiatur error ! (S. Aug. Sermon. 2 de verbis apost. in fine novæ edit. 131.)





